

Manager décarbonation, chef de projet biodiversité...les métiers « verts » ont la cote auprès des entreprises

"Manager décarbonation", "chef de projet biodiversité" ou encore "chargé de reporting extra-financier" : les métiers "verts" sont de plus en plus recherchés et spécialisés, et font souvent partie intégrante de la stratégie des entreprises pas seulement une affaire de communication.

« J'ai commencé comme assistante dans une boutique à Londres en 2004 », raconte Ruth Andrade, qui gère la stratégie développement durable de la marque de cosmétique Lush pour le Royaume-Uni et l'Europe. Vegan convaincue, elle persuade l'un des fondateurs de Lush, Mark Constantine, de passage par hasard dans son magasin, de s'intéresser de plus près à l'impact environnemental de ses produits, à l'époque toujours emballés dans du plastique. Jusqu'à finir en charge d'un département dédié, à Londres.

Aujourd'hui, l'un des membres de son équipe se consacre exclusivement à l'analyse de la chaîne de production. *« Il a étudié l'empreinte carbone de tous nos matériaux et tous les risques : déforestation, problèmes de droits fonciers*

pour les populations locales, dégradation du sol ou impact sur la biodiversité », détaille Ruth Andrade. À l'aide de logiciels d'analyse (Markersite, Altruistiq ou encore Maplecroft), la marque élabore un score de risque et en tire une liste de matériaux recommandés. Les formules des savons ou encore des shampoings solides pour lesquels est connue la société Lush peuvent ensuite être adaptées : moins d'huile essentielle de rose, dont la production est gourmande en énergie, ou davantage d'huile essentielle de citron, qui absorbe plus de CO2 qu'elle n'en émet.

Mesurer l'empreinte environnementale de leur entreprise et la réduire : c'est ainsi le rôle des départements développement durable, prisés avec le durcissement de la législation climatique.

La législation incite à mieux faire

Le « verdissement » des emplois est en grande partie motivé par des changements législatifs, selon Dominique Mamcarz, directeur RSE (responsabilité sociétale des entreprises) chez DPDGroup, le réseau de livraison international du groupe La Poste. Car les entreprises doivent prendre en compte la taxonomie « verte » européenne, une liste d'énergies jugées vertueuses pour le climat et qui facilitent certains financements. Une directive européenne de 2014, révisée en 2020, impose également aux entreprises de divulguer leurs données environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). En 2023, cette obligation concernera toutes les structures qui emploient plus de 250 personnes, et non plus 500.

À lire aussi

[Postes dédiés, certifications... Les startups se cherchent en matière de RSE](#)

« Notre rôle c'est de détecter les signaux faibles, dans quel sens va évoluer la réglementation », les dernières innovations», explique Dominique Mamcarz. Son entreprise veut par exemple déployer des véhicules à faibles émissions dans 350 villes européennes d'ici 2025. Mais pour parvenir à équilibrer son bilan carbone en 2021 et compenser les 1,5 million de tonnes de CO2 qu'elle a émises en 2020, DPDGroup a été contrainte d'acheter des crédits carbone, notamment via des champs éoliens en Inde.

Carences techniques

À court terme, « *les cabinets de conseil veulent multiplier leurs équipes 'développement durable' par deux* », estime Caroline Renoux, du cabinet français Birdeo. L'année dernière, la multinationale de conseil PwC annonçait vouloir embaucher 100 000 personnes d'ici cinq ans dans le domaine du changement climatique et de l'intelligence artificielle. « *Nous avons une incroyable ruée sur les talents et nous recevons des appels tous les jours de clients* », renchérit Harco J. Leertouwer, qui dirige Acre, l'une des plus importantes agences européennes de recrutement en « *responsables développement durable* » .

À l'origine, ces postes étaient issus de l'organisation elle-même. Aujourd'hui, ils sont souvent recrutés à l'extérieur, après des formations spécialisées. Mais il y a un manque de candidats compétents techniquement, explique le recruteur. Dans tous les cas, pour avoir un véritable impact, il faut que la direction de l'entreprise fasse preuve de volontarisme sur les questions environnementales. Or « *il y a beaucoup d'inertie et de bureaucratie dans les grandes organisations, donc c'est vrai que c'est compliqué* », constate Olivier Delbard, directeur académique d'un diplôme spécialisé en « *sustainability* » à l'ESCP Business School à Paris.

Mais le professeur reconnaît que ces postes, autrefois souvent astreints à « *des fonctions de communication, de relation publique* », sont désormais liés « *à l'opérationnel et à la stratégie* ». « *Vous avez même dans des grands groupes français aujourd'hui des responsables développement durable qui siègent au board, au comité* » de direction, s'enthousiasme le chercheur. Un signal positif, si ce n'est symbolique.

À lire aussi

[Green Deal : « Les entreprises innovantes doivent faire entendre leurs voix »](#)